

14 juillet. Interpellations préventives de Gilets Jaunes : stop à l'autoritarisme !

De Ruyg à la tribune officielle, les Gilets Jaunes en garde à vue... Voici un résumé de cette matinée du 14 juillet et de l'action de ce gouvernement depuis 8 mois.

Jérôme Rodrigues et Maxime Nicolle ont été placés en garde à vue, rejoints par 8 autres Gilets Jaunes, tandis que d'autres Gilets Jaunes connus comme Eric Drouet ou Sophie Tissier étaient interpellés pour les écarter du défilé. En prime Jérôme Rodrigues, alors qu'il circulait seul aux abords des Champs-Élysées, avait auparavant été frappé d'une amende de 135 euros ! Motif : « manifestation illicite » selon le parquet. Pourtant, aucune manifestation n'ayant été déclarée, celle-ci n'avait pu être interdite, et au moment de leur interpellation, ces figures des Gilets jaunes n'avaient pas d'autre activité que d'être présents. Il s'agit donc d'interpellation au faciès, alors qu'aucun délit ne pouvait être reproché. Ce qui s'appelle des « arrestations politiques » visant à bâillonner des opposants.

Mais ces interpellations n'ont pas suffi pour empêcher des groupes de Gilets jaunes de siffler copieusement Macron et de réclamer sa démission alors qu'il se pavanait sur son « command-car ». Car ce gouvernement de riches pour les riches, qui se solidarise du gaspillage de l'argent public par l'un de ses membres, ne peut que provoquer toujours plus de colère. La répression, y compris préventive, ne viendra certes pas à bout des révoltes, mais elle met par contre dangereusement en péril des droits démocratiques minimum, à commencer par celui d'exprimer une opinion et de s'opposer au gouvernement.

Le NPA affirme sa solidarité avec la colère sociale que les Gilets jaunes continuent d'exprimer depuis 8 mois, sous toutes les formes. Et il y a de quoi manifester notre colère quand Macron se gargarise d'un programme à 9 milliards d'euros pour construire des sous-marins nucléaires et s'extasie devant des « bijoux de technologie » Griffon qui coûteront plus de 5 milliards... Cela alors que ses ministres expliquent qu'il n'y a pas de fric pour les urgences hospitalières, ni la lutte contre les violences faites aux femmes ! Toutes nos colères doivent s'exprimer, c'est toutes et tous ensemble que nous pouvons défendre nos droits et imposer la satisfaction de nos besoins individuels et collectifs.

Stop à l'autoritarisme, liberté de manifester !

Le NPA65, Tarbes, le 15 juillet 2019.